

Généré par application kalanso sur PLAYSTORE

Sujet : Economie — 21/09/2026 20:25 creat by Kalanso App

La courbe de Phillips : arbitrage entre inflation et chômage

La courbe de Phillips est une relation économique qui met en évidence un arbitrage entre le taux d'inflation et le taux de chômage. Elle a été proposée par l'économiste néo-zélandais Alban William Phillips en 1958, à partir d'une étude empirique sur le Royaume-Uni. Cette courbe a profondément marqué la macroéconomie et les politiques économiques, notamment dans les années 1960 et 1970. Toutefois, sa validité a été remise en cause par la stagflation des années 1970, conduisant à des révisions théoriques majeures. Ce cours explore la courbe de Phillips, ses fondements, ses limites et ses implications pour la politique économique.

1. La courbe de Phillips originale : une relation empirique

Phillips (1958) a observé une corrélation négative entre le taux de chômage et le taux de variation des salaires nominaux au Royaume-Uni sur la période 1861-1957. Il a constaté que lorsque le chômage était faible, les salaires augmentaient rapidement, et inversement. Par la suite, les économistes Paul Samuelson et Robert Solow (1960) ont transposé cette relation au taux d'inflation des prix, en supposant que les salaires se répercutent sur les prix. Ainsi, la courbe de Phillips est devenue une relation entre inflation et chômage :

$$\pi = -\beta (u - u_n) + \pi^e$$

où π est le taux d'inflation, u le taux de chômage, u_n le taux de chômage naturel, π^e l'inflation anticipée, et β un paramètre positif. Dans sa version initiale, l'inflation anticipée était supposée constante (ou nulle), ce qui donnait une courbe stable et exploitable par les politiques économiques.

Cette relation suggère qu'il existe un arbitrage : les autorités peuvent réduire le chômage en acceptant une inflation plus élevée, et vice versa. Cette idée a dominé la pensée macroéconomique jusqu'à la fin des années 1960.

2. L'arbitrage inflation-chômage et la politique économique

La courbe de Phillips a été utilisée pour justifier des politiques de relance. Selon cette vision, un gouvernement peut choisir un point sur la courbe en fonction de ses préférences : un taux de chômage faible avec une inflation élevée, ou l'inverse. Par exemple, pour réduire le chômage de 2 points, il faut accepter une hausse de l'inflation de 1 point (si $\beta = 0,5$).

Cette approche a été qualifiée de « menu de politiques économiques » par Samuelson et Solow. Elle a été appliquée dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis sous l'administration Kennedy-Johnson dans les années 1960, avec des politiques budgétaires expansionnistes visant le plein emploi.

Cependant, cette vision suppose que les anticipations d'inflation restent fixes. Or, si les agents économiques adaptent leurs anticipations, la courbe se déplace.

3. La critique de Friedman et Phelps : le taux naturel de chômage

En 1968, Milton Friedman et Edmund Phelps ont indépendamment critiqué la courbe de Phillips. Ils ont introduit le concept de taux de chômage naturel (ou NAIRU : Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment). Selon eux, il n'existe pas d'arbitrage stable entre inflation et chômage à long terme. La courbe de Phillips de long terme est verticale au taux de chômage naturel.

L'argument est le suivant : les travailleurs et les entreprises négocient les salaires en fonction de l'inflation anticipée. Si la banque centrale tente de réduire le chômage en dessous de son taux naturel en augmentant l'inflation, les anticipations s'ajustent et la courbe de court terme se déplace vers le haut. Finalement, le chômage revient à son niveau naturel, mais avec une inflation plus élevée. Il n'y a donc pas d'arbitrage à long terme.

Cette critique a été validée par l'expérience des années 1970 : la stagflation (chômage élevé et inflation élevée) a montré que la courbe de Phillips stable n'existait plus.

4. La courbe de Phillips augmentée des anticipations

La version moderne de la courbe de Phillips intègre les anticipations :

$$\pi = \pi^e - \beta (u - u_n) + \varepsilon$$

où ε représente un choc d'offre. Cette équation montre que l'inflation dépend de l'inflation anticipée, de l'écart du chômage à son taux naturel et des chocs. Si les

anticipations sont rationnelles (théorie des anticipations rationnelles de Lucas), alors $\pi^e = E(\pi)$, et seule une surprise inflationniste peut réduire temporairement le chômage.

La courbe de Phillips est donc devenue un outil central dans les modèles néo-keynésiens, où elle est dérivée d'un modèle de concurrence monopolistique et de rigidités nominales. Elle est souvent appelée « nouvelle courbe de Phillips keynésienne » :

$$\pi_t = \beta E_t(\pi_{t+1}) + \kappa (y_t - y_n)$$

où y est la production, y_n la production naturelle, et κ un paramètre.

5. Implications pour la politique monétaire

La courbe de Phillips a des implications majeures pour la politique monétaire. Si la courbe de long terme est verticale, la politique monétaire ne peut pas influencer durablement le chômage. Elle peut seulement contrôler l'inflation. C'est pourquoi les banques centrales modernes ciblent l'inflation plutôt que le chômage.

Cependant, à court terme, la courbe de Phillips reste utile pour prévoir l'inflation en fonction de l'écart de production (output gap). Les banques centrales utilisent des modèles incluant cette relation pour ajuster leurs taux d'intérêt. Par exemple, la règle de Taylor intègre l'écart d'inflation et l'écart de production.

De plus, la courbe de Phillips aide à comprendre les effets des chocs d'offre, comme la hausse du prix du pétrole, qui peuvent créer une inflation temporaire sans réduction du chômage.

Conclusion

La courbe de Phillips est une notion fondamentale en macroéconomie. Elle a évolué d'une simple relation empirique à un concept théorique complexe intégrant les anticipations. Elle illustre l'arbitrage de court terme entre inflation et chômage, mais souligne l'absence d'arbitrage à long terme. Sa prise en compte est essentielle pour comprendre les débats sur la politique monétaire et les fluctuations économiques. Malgré ses limites, elle reste un outil indispensable pour les économistes et les décideurs politiques.